

L. R. MASSON

Quiconque étudie la puissante organisation de la Grande-Bretagne remarque tout d'abord la place importante que les familles nobles de ce pays y occupent. Que le pouvoir soit aux mains des tories ou des whigs, le ministère compte toujours dans son sein plusieurs ducs, comtes ou marquis. Encore aujourd'hui, malgré la marche envahissante de la démocratie, nous voyons aux côtés de Gladstone les lords Kimberly, Roseberry, Ripon, Houghton, et plusieurs autres encore. L'aristocratie anglaise tient à honneur de participer au gouvernement de son pays, et il est de tradition chez elle d'élever en vue de la vie publique ceux de ses enfants que leurs aptitudes désignent pour la politique. C'est une pratique excellente, que ne peuvent malheureusement pas suivre toutes les nations qui se sont donné des constitutions plus ou moins imitées de celles de l'Angleterre. Il y a un avantage immense à confier les intérêts publics aux représentants des grandes familles. Ils entrent dans la carrière bien préparés à la lutte, avec des dispositions spéciales dues à l'influence du milieu qui les a vus naître et grandir, apportant avec eux des idées et des principes qui leur donnent cet esprit de suite si nécessaire au bon gouvernement d'un pays. C'est à cela que l'Angleterre doit la politique traditionnelle qui a fait sa force et sa grandeur. On sait combien est aventureuse la vie publique, avec ses nombreux écueils, témoins de tant de naufrages ; quels sacrifices elle exige de ses adeptes, souvent ruinés de santé et de fortune, au milieu de ses vicissitudes. Lorsqu'on paraît sur l'arène comme les Salisbury, les Hartington, possesseurs de grandes richesses, on n'a pas à redouter les craintes angoissantes que font naître, dans l'esprit du ministre ou du député pauvres, les incertitudes de l'avenir. Il semblerait que la fortune dût être une condition essentielle de la participation à la vie publique ; elle ne l'est pas, heureusement, mais qu'elle donne donc un élément de force et